



Une initiative  En partenariat avec  Partenaire média    

## **PANSONS LE MONDE – PROGRAMME PREVISIONNEL – 18/01/2012**

### **Matinée - Journée de la Coopération Décentralisée « Santé en Afrique subsaharienne » (9h30-12h30)**

Les collectivités locales en France sont l'un des acteurs clefs (et parfois méconnus) de l'appui au développement d'une offre de services, notamment en matière de santé, pour les populations des pays en développement, et en particulier en Afrique de l'Ouest. La démarche de coopération décentralisée, avec des partenariats durables entre les territoires du Nord et du Sud, favorise la mise en place de logiques pérennes et le développement de programmes structurels. Cette approche basée sur le principe de réciprocité et de co-développement a un rôle déterminant à jouer pour les OMD.

Cités Unies France a lancé les Journées de la coopération décentralisée en décembre 2006. Sous la forme de séminaires d'une journée, elles ont pour vocation d'apporter aux collectivités une expertise ciblée sur des sujets transversaux de la coopération décentralisée. Les collectivités peuvent ainsi s'informer sur un thème d'actualité en lien avec leurs pratiques.

Cités Unies France souhaite ouvrir, avec ces Journées, un espace de mutualisation favorisant les rencontres et les échanges entre collectivités et acteurs concernés par le sujet abordé (ministères, associations, secteur privé, etc.), afin de créer de nouvelles dynamiques de coopération.

Cette première JCD de 2012 portera sur la coopération dans le secteur de la santé en Afrique subsaharienne et à Madagascar.

### **JCD – Session d'ouverture de la Journée de la Coopération Décentralisée (9h15 – 9h30)**

- Charles Josselin, vice-président du conseil général des Côtes-d'Armor, et représentant spécial du Président de Cités Unies France

### **JCD - Présentation de l'étude Coopération Décentralisée et Santé (9h30 – 10h45)**

La stratégie des soins de santé primaire définie par la conférence d'Alma Ata et l'initiative de Bamako prévoit depuis les années 1980 une importante décentralisation des soins, fondée sur l'autonomie financière des structures de santé locales. A la fin des années 1990, les Etats d'Afrique de l'Ouest ont entamé des réformes de décentralisation qui aboutissent aujourd'hui à l'acquisition de compétences nouvelles en matière de santé pour les collectivités locales. Celles-ci sont ainsi en charge de la structuration de leur offre de soins sans toujours disposer de moyens financiers suffisants.

La coopération décentralisée, qui a vu se formaliser des partenariats souvent anciens entre deux territoires, peut appuyer la mise en place d'une véritable politique publique de santé définie localement. Avec l'évolution du contexte juridique et la mise en place d'autorités locales nouvelles, il est nécessaire de coordonner l'action d'une



multitude d'acteurs publics décentralisés et déconcentrés, d'organisations traditionnelles et de la société civile, de professionnels de la santé et d'opérateurs privés et non-gouvernementaux internationaux.

L'engagement des collectivités territoriales dans l'appui structurel à la santé est mal apprécié. Il représente pourtant une composante majeure de la coopération décentralisée. En 2010/2011, Cités Unies France et ACTED ont effectué un état des lieux de la coopération décentralisée dans le domaine de la santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, zones privilégiées de l'action internationale des collectivités françaises.

La présentation de ce rapport permettra d'étudier la façon dont la coopération décentralisée peut appuyer les efforts des collectivités locales d'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la santé publique en mobilisant les populations des deux territoires pour la mise en place de projets communs et durables.

**Modérateur :** Christian Troubé, Directeur, Rue Principale

**Intervenants :**

- Chloé Sautter, Chargée d'étude ACTED
- Astrid Frey, Chargée de mission Cités Unies France
- Sarah de Rekeneire, Chargée de mission Cités Unies France
- Claude Mouliner, Directrice opérationnelle, ONG Santé Mali Rhône-Alpes
- Gérard Boussin, Médecin, Directeur de la santé publique, Angers

**Pause café (10h45 – 11h)**

**JCD – Financements pour les projets santé (11h-12h15)**

Avec l'augmentation constante du nombre d'acteurs intervenant dans le domaine de la santé, la multiplicité des financements risque-t-elle de nuire à la cohésion des systèmes de santé nationaux ? Comment garantir une cohérence entre les projets mis en œuvre et rechercher des passerelles entre ces différentes initiatives ?

Les politiques de santé nationales sont une ligne directrice pour l'ensemble des acteurs intervenant dans la santé. Comment l'allocation de financements peut-elle favoriser le renforcement des systèmes de soins nationaux, et quels acteurs peuvent en bénéficier ?

Cette session permettra de mettre en lumière la manière de financer, et donc d'intervenir, d'acteurs très différents, en donnant la parole aux bailleurs. Ceux-ci réfléchiront aux moyens possibles pour encourager les partenariats entre acteurs publics, associatifs et privés, en tenant compte du rôle croissant - dans les textes - des collectivités locales et leurs attributions en matière de santé, souvent sans moyens financiers correspondants.

**Modérateur :** Christian Troubé

**Intervenants :**

- Pascal Garel, Responsable du pôle Europe et International de la Fédération Hospitalière de France
- Bénédicte Brusset, Chargée de projet à l'Agence Française de Développement
- *Fondation de France (à confirmer)*
- *Ministère des Affaires étrangères et européennes (à confirmer)*
- *Commission Européenne (à confirmer)*

**JCD – Bilan et ouverture sur l'après-midi (12h15 – 12h30)**

**Modérateur :** Christian Troubé

**Intervenant :**

- Bernard Hours, anthropologue, IRD



## Après-Midi – Forum Pansons le Monde (14h – 18h30)

Des progrès importants ont été enregistrés ces dernières années dans plusieurs domaines, le Sida, la tuberculose et le paludisme, avec une baisse rapportée par l'OMS de la mortalité et du nombre de nouvelles infections. Mais les inégalités importantes en matière de santé continuent d'exister dans et entre les pays, et ce malgré les engagements des gouvernements.

Le principe de protection sociale universelle et le droit à la santé pour tous, notamment pour les plus vulnérables, sont aujourd'hui loin d'être une réalité, notamment pour les pays du continent africain qui ne sont pas en voie d'atteindre les OMD liés à la santé.

Les défis pour assurer l'accès des plus pauvres à une offre de santé publique, à des soins de qualité, ainsi qu'à un environnement sanitaire décent sont nombreux. Pour autant, des solutions existent. Pour faire face à ces enjeux, de nouveaux engagements et de nouveaux partenariats sont nécessaires.

Le Forum Pansons le Monde se veut une ébauche de débats sur la problématique de l'accès à la santé et sur ces initiatives innovantes. En faisant le choix d'une approche holistique de la thématique de la santé et en proposant des débats qui dépassent le champ médical, les partenaires de cette première édition du Forum ont souhaité privilégier les échanges entre acteurs médicaux et non-médicaux, du Nord comme du Sud, pour aborder l'ensemble des aspects de la question.

## PLM – Plénière - OMD et renforcement structurel des systèmes de santé (14h-15h30)

Dix ans après leur adoption, les efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement ont permis des progrès importants, notamment dans la lutte contre le VIH / Sida, la tuberculose et le paludisme, avec une baisse rapportée par l'OMS de la mortalité et du nombre de nouvelles infections. Ces Objectifs ont toutefois encouragé l'allocation de financements à des programmes sectoriels, au détriment parfois d'un effort plus global en faveur des infrastructures, des ressources humaines de santé ou des systèmes d'approvisionnement.

Sans un renforcement structurel des systèmes de santé, le progrès des indicateurs définis par les OMD restera insuffisant. Les importants programmes ciblés mis en place grâce aux financements internationaux ne peuvent fonctionner sans une amélioration des conditions de prise en charge des patients et des systèmes d'approvisionnement en vaccins et en médicaments. Les intervenants de cette session s'interrogeront sur les moyens d'appuyer ces efforts et partageront, à travers la présentation d'une expérience, d'un projet ou d'un enjeu, leur perspective sur le développement de systèmes de santé pérennes dans les pays d'Afrique subsaharienne.

**Modérateur :** Patrick Aeberhard, Médecin, Professeur associé, Paris 8

**Intervenants :**

- Jean-Luc Romero, Conseiller régional d'Ile-de-France
- Dominique Desplats, Conseiller projets et ancien président de Santé Sud
- Clarisse Loé Loumou, pédiatre et membre du comité de coordination des organisations de la société civile partenaires de GAVI Alliance
- Barbara Bertini, Ancienne coordinatrice des programmes santé du GRDR



### PLM – Conférence - Accès aux soins pour les populations pauvres et marginalisées (15h30-17h)

Dans les années 1980, la crise de la dette publique a poussé la plupart des Etats d'Afrique subsaharienne à adopter des politiques de financement de la santé fondées sur le recouvrement des coûts auprès des patients. Aujourd'hui, ces Etats reviennent progressivement sur cette orientation et adoptent des politiques de protection sociale qui tendent vers la reconnaissance d'un droit à la santé et la gratuité des soins.

La pauvreté est en effet l'un des principaux déterminants de la santé, et il est nécessaire de réduire les barrières financières à l'accès aux soins. Sans système de protection sociale, les populations les plus exposées aux risques sanitaires du fait de leurs conditions de vie précaires ne peuvent accéder aux soins ou risquent de se trouver en situation de surendettement en raison de dépenses de santé trop importantes.

Le financement de politiques de gratuité deviendra un enjeu majeur pour les pays en développement dans les années à venir. Déjà, une résolution de l'OMS adoptée en 2011 préconise d'éviter le recours au paiement direct par les patients et de recourir à des mécanismes de financement plus équitables. Appui à des politiques de gratuité totales ou partielles et mutuelles de santé sont parmi les solutions à plus ou moins grande échelle qui ont été identifiées pour favoriser l'accès aux structures de soins.

**Modérateur :** Jean-Jacques Louarn, Fondateur et Directeur de Grotius.fr

#### Intervenants :

- Bénédicte Brusset, Chargée de mission à l'Agence Française de Développement
- Philippe Lévêque, Directeur Général de CARE France
- Nicolas Guihard, Chargé de plaidoyer de Médecins du Monde
- Anne-Claire Hay, Chargée de mission Mutuelles de Santé, Inter Aide
- Anne Roos-Weil, Directrice de Pesinet
- Marc Schoene, ancien Directeur de la santé à la Ville de Saint-Denis

#### Discussion :

- Estelle Pasquier, Responsable du domaine prévention et santé, Handicap International

### PLM - Table-Ronde « Nutrition, un enjeu de santé publique : l'exemple du Sahel » (15h30-17h)

L'OMS estime que la malnutrition aiguë sévère contribue chaque année au décès d'un million d'enfants, directement ou en augmentant considérablement le taux de létalité des enfants atteints de maladies courantes. La sous-alimentation chronique et les carences en micronutriments peuvent entraîner quant à eux anémie, retard de croissance, cécité, affaiblissement du système immunitaire et respiratoire. Elles accroissent le risque pour les femmes de mourir en couche et pour les enfants de souffrir d'un handicap moteur ou mental. Tuberculose, infections respiratoires aiguës et maladies diarrhéiques sont parmi les principales causes de mortalité dans les pays les moins développés et leur gravité est intrinsèquement liée à l'état nutritionnel des populations.

Pourtant même dans les régions comme le Sahel où la malnutrition représente un véritable enjeu de santé publique, rares sont les pays ayant des stratégies nationales spécifiques visant à la combattre systématiquement. Dans certains pays, les systèmes sanitaires fragiles ne permettent pas la mise en œuvre d'une réponse efficace. Des solutions existent pour renforcer les systèmes de prise en charge et mettre en place des protocoles efficaces à toutes les échelles.

**Modérateur :** Elodie Vialle, Rédactrice en chef de Youphil.com

#### Intervenants :

- Thierry Allafort, Directeur, ALIMA
- Ioana Kornett, Directeur scientifique et technique, Action contre la Faim
- Marc Repellin, Médecin, Pharmaciens Sans Frontières Rhône-Alpes
- *Aubervilliers (à confirmer)*
- *Nutriset (à confirmer)*



### PLM - Table-Ronde « L'approvisionnement en médicaments en Afrique de l'Ouest (15h30-17h) »

Les médicaments représentent aujourd'hui près de la moitié du financement de la santé en Afrique de l'Ouest. Pour les structures de soin décentralisées, le paquet de soin comprenant consultation, carnet de suivi et médicaments représente 70 % du budget et l'autonomie financière prévue par l'initiative de Bamako nécessite un recouvrement de ces coûts auprès des patients. Ce système de paiement direct par les usagers est souvent la cause de la faible fréquentation des centres de santé qui entraîne un déséquilibre financier, et donc la continuité de son approvisionnement.

L'accès constant des populations à des médicaments essentiels de qualité, sûrs, efficaces, accessibles géographiquement et financièrement et correctement utilisés est un défi majeur identifié par l'OMS pour les politiques pharmaceutiques nationales dans la région. Pour atteindre cet objectif, les pays ont mis en place des systèmes nationaux d'approvisionnement en médicaments essentiels reposant pour la plupart sur une centrale d'achat et des structures de distribution aux niveaux central, régional et district, mais ceux-ci ne sont pas toujours fiables et fonctionnels.

Des sources d'approvisionnement parallèles sont à l'origine de dysfonctionnements en raison du manque d'harmonisation et de coordination entre les partenaires et le Ministère de la Santé. Il est de ce fait nécessaire pour les organisations impliquées dans des actions de solidarité internationale relatives à la santé de comprendre quels sont aujourd'hui les principaux enjeux de ce secteur particulier des systèmes de santé, et comment leurs actions s'y insèrent.

**Modérateur :** Jean-Michel Le Roux, président du comité de jumelage Pontivy-Ouelessébougou

#### Intervenants :

- Jacques Pinel, Médecins Sans Frontières/ReMed
- Géraldine Colin, Vice-présidente, Pharmaciens Sans Frontières Indre et Loire
- Jean-Marc Merle, Président, Pharmacie Humanitaire Internationale
- Pharmacie et Aide Humanitaire (*intervenant à confirmer*)

### Pause café (17h– 17h15)

### PLM - Session de clôture (17h15-18h30)

La clôture du Forum Pansons le Monde sera l'occasion d'établir un bilan des échanges de la journée et de revenir sur les principales problématiques et thématiques abordées. Les partenaires du Forum évoqueront les perspectives pour une amélioration durable de l'accès à la santé dans les territoires partenaires en Afrique subsaharienne et dans les pays du Sud.

Avec Pansons le Monde, nous souhaitons favoriser les passerelles entre tous les acteurs de la coopération, collectivités, ONG humanitaires et associations de solidarité internationale issues de la société civile, en associant les expertises et les expériences.

**Modérateur :** Christian Troubé

#### Intervenants :

- Pierre Schapira, Adjoint au Maire de Paris chargé des Relations Internationales, des Affaires Européennes et de la Francophonie
- Nicole Hanssen, Directrice générale, Santé Sud
- Thierry Allafort, Directeur, ALIMA
- Jean-Michel Le Roux, Président du comité de jumelage Pontivy-Ouelessébougou
- Frédéric Roussel, Co-fondateur d'ACTED
- Nicolas Wit, Directeur adjoint, Cités Unies France

### Cocktail (18h30-19h30)

Temps d'échange avec l'ensemble des participants de la journée.

# PREMIER FORUM PANSONS LE MONDE

En association avec Cités Unies France et ses  
Journées de la Coopération Décentralisée



## 25 JANVIER 2012

# PANSONS LE MONDE

Une initiative



En partenariat avec

Partenaire média



## Informations pratiques

### Maison des Associations de Solidarité

18 rue des Terres au Curé, Paris 13<sup>e</sup>



#### Accès :

Olympiades (Métro, ligne 14)  
Porte d'Ivry (Métro ligne 7 et Tramway T3)  
Bibliothèque F. Mitterrand (RER C)

Contact : 01 42 65 33 33